



Julie-Martine Loranger

Associée

Montréal

jmloranger@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4221

Admission au barreau

Québec 1983

Faculté de droit

Université de Montréal

Secteurs de pratique

Litiges
Actions collectives
Litige en droit commercial et en droit des sociétés
Litige en matière d'assurance
Responsabilité professionnelle
Litige en valeurs mobilières
Enquêtes et gouvernance

Expertise sectorielle

Droit bancaire et services financiers
Technologie

Julie-Martine Loranger est associée au sein du groupe de litige de McCarthy Tétrault à Montréal. Me Loranger met au profit de ses clients plus de 30 ans d'expérience dans le domaine des actions collectives portant sur des questions d'ordre contractuel et extracontractuel, la responsabilité du fait du produit, la responsabilité civile, la protection du consommateur et les valeurs mobilières.

Me Loranger a conseillé des institutions financières et leurs filiales, des fabricants, des distributeurs et des fournisseurs dans le cadre de mandats complexes et elle les a représentés dans le cadre d'importantes actions collectives. Grâce à ses conseils pratiques, qui concilient les aspects juridiques et les aspects liés à la gestion du risque, Me Loranger répond aux besoins précis de ses clients et les guide pour faire face à divers enjeux. Me Loranger leur fournit des conseils adaptés à leur secteur d'activité et les encadre sur le plan de la gestion de leur réputation.

Me Loranger a plaidé devant les tribunaux de toutes les juridictions, dont la Cour suprême du Canada, la Cour d'appel du Québec et la Cour supérieure, et elle a représenté des clients devant divers organismes de réglementation ainsi que dans le cadre de séances d'arbitrage et de médiation.

Me Loranger est reconnue par ses pairs à titre de juriste et de négociatrice avisée, habile dans l'élaboration de stratégies, douée de qualités exceptionnelles en gestion et dotée d'un impressionnant sens de l'innovation. Ses clients l'apprécient pour ses conseils judicieux, sa collaboration continue avec leurs équipes internes et son utilisation appropriée des ressources qui facilitent l'atteinte de leurs objectifs. Elle fait, en outre, partie des leaders nationaux de McCarthy Tétrault qui ont mis en œuvre le système Gestion de crise, un système intégré de gestion de crise mis à la disposition des clients du cabinet dans lequel ils peuvent y trouver des conseils juridiques qui faciliteront la prise de leurs décisions en matière de gestion de la réputation.

Me Loranger est membre (Fellow) de l'American College of Trial Lawyers. Ce titre prestigieux est décerné sur invitation seulement aux avocats plaidants chevronnés dont la carrière s'inscrit dans le respect des normes d'éthique les plus strictes. Le nombre de membres de cette association ne peut pas dépasser un pour cent du nombre total d'avocats d'un état ou d'une province. De plus, en 2017, Me Loranger a reçu le titre d'Avocate émérite du Barreau du Québec en reconnaissance de son excellence professionnelle, de sa contribution remarquable à la profession et de son rayonnement exceptionnel.

Mandats représentatifs – actions collectives et litige commercial

Au fil des ans, Me Loranger a représenté des institutions financières et

Julie-Martine Loranger

Associée

Montréal

jmloranger@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4221

leurs filiales, des fabricants, des distributeurs et des fournisseurs, et a joué un rôle clé dans le cadre de plusieurs actions collectives d'importance portant sur les sujets suivants :

- responsabilité des administrateurs de sociétés ouvertes et règle de l'appréciation commerciale;
- responsabilité civile, responsabilité contractuelle, déclaration inexacte, limitation ou exclusion de responsabilité;
- fraude, faute contributive et violation de la *Loi sur la protection du consommateur*;
- responsabilité du fait d'un produit pharmaceutique et ses effets secondaires, obligation de renseignement et d'avertissement, absence d'indications suffisantes sur les risques et les dangers du produit;
- publicité fausse et trompeuse et violation de la *Loi sur la protection du consommateur*;
- défaut de sécurité d'un instrument médical, dommages moraux et contamination potentielle par le VIH;
- ordinateurs défectueux et relations avec le consommateur;
- garantie prolongée, garantie de qualité, pratiques de commercialisation illégales et protection des consommateurs;
- responsabilité visant les titres et le marché secondaire.

Outre les actions collectives, Me Loranger a plaidé de nombreuses causes en matière commerciale. De plus, elle a représenté des comptables, des auditeurs, des conseillers financiers, des architectes et des ingénieurs relativement à des enjeux touchant la responsabilité professionnelle. Me Loranger a également plaidé des causes portant sur des sujets sensibles liés à l'application de la *Charte de la langue française* à l'égard de l'affichage d'une marque de commerce.

Activités professionnelles

Me Loranger est très engagée au sein de sa profession et elle jouit d'une grande notoriété sur le marché québécois et au sein de la communauté juridique. Le magazine *Le Monde Juridique* l'a reconnue parmi les 10 meilleures avocates plaidantes en litige commercial au Québec.

Julie-Martine Loranger

Associée

Montréal

jmloranger@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4221

Me Loranger donne régulièrement des conférences sur la gestion de crise, la cybersécurité, les questions de privilège, ou de secret professionnel, et les pratiques exemplaires se rapportant aux enquêtes internes. Elle donne également une série de conférences sur l'art de la négociation avec Me Jean Charest, ancien premier ministre du Québec.

Me Loranger a suivi le programme de perfectionnement des administrateurs de l'Institut des administrateurs de sociétés et a obtenu le titre IAS.A en 2008. Elle siège au conseil d'administration de la Chambre de l'assurance de dommages à titre d'administratrice indépendante nommée par le ministre des Finances et chargée de représenter les intérêts des consommateurs. Me Loranger est membre du conseil d'administration de la Fondation Lise Watier, un organisme national sans but lucratif qui a pour mission de favoriser l'autonomie des femmes et d'aider les jeunes filles à bâtir leur avenir.

Mentions

Me Loranger est désignée comme une avocate de premier plan par les publications suivantes :

- Prix Lexology Client Choice – litige, Québec (2017);
- *The Best Lawyers in Canada* (2016);
- *The Canadian Legal Lexpert Directory* (2017);
- *Benchmark Canada* (2017);
- Numéro spécial de *Lexpert Canada's Leading Litigation Lawyers* (2016);
- *Lexpert Guide to the Leading U.S./Canada Cross-Border Litigation Lawyers in Canada* (2016);
- Magazine *Report on Business du Globe and Mail* (2016);
- *Lexpert/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada* (2011).

Prix et distinctions

Chambers Canada

Leading Lawyer: Litigation - Securities (Québec)

Julie-Martine Loranger

Associée

Montréal

jmloranger@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4221

Lexology - 2017

Client Choice Award – Litigation, Québec

The Best Lawyers in Canada

Leading lawyer in the areas of Class Actions Litigation, Corporate and Commercial Litigation and Insurance Law

The Canadian Legal Lexpert Directory

Leading lawyer – Litigation (Corporate Commercial and Securities)

Benchmark Canada

Leading lawyer

Lexpert's special edition Canada's Leading Litigation Lawyers

Leading lawyer

The Lexpert Guide to the Leading U.S./Canada Cross-Border Litigation Lawyers in Canada

Leading lawyer

The Globe and Mail's Report on Business

Leading lawyer

The Lexpert/American Lawyer Guide to the Leading 500 Lawyers in Canada

Leading lawyer

Mandats récents

- Benjamin Ahdoot a gain de cause dans l'affaire de délit d'initiés liée à Amaya

06 juin 2018

Julie-Martine Loranger

Associée

Montréal

jmloranger@mccarthy.ca

t. +1 514-397-4221

Publications récentes

- **Un tribunal suisse rejette une demande d'entraide internationale de l'AMF**

28 mars 2019

Événements à venir

- **Gérer vos risques : gérer votre régulateur**

10 décembre 2018

- **Les enquêtes internes : meilleures pratiques**

10 décembre 2018

- **Demystifying Fintech: Legal and regulatory issues**

27 mars 2017